



Marc VUILLEMOT
Maire de La Seyne-sur-Mer

La Seyne, le 22 avril 2015,

***Aux élus et anciens élus socialistes du Var,
et candidats PS varois aux récentes élections***

Chers camarades,

Dans mon activité de maire et de vice-président de communauté, je côtoie nombre de chefs d'entreprises, et pas seulement des commerçants et des artisans ; je parle de petites et moyennes entreprises (PME) et même d'entreprises de taille intermédiaire (ETI), comme la plus importante industrie du Var, avec ses 2800 collaborateurs dont 800 chez nous et ses 800 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Et savez-vous ce qu'un certain nombre me disent ? En substance, le contraire de ce que Macron nous raconte et de ce qu'assène le MEDEF ! Que, eux, acteurs économiques, ne sont pas de la même veine que les fonds de pension américains et les capitalistes financiers, qu'ils croient à la valeur du travail plus qu'à celle des produits de l'argent, que les salaires des employés ne sont pas trop élevés, parce qu'il faut des sous pour consommer, que la France est riche de son savoir-faire de nation industrialisée depuis le XIXe siècle, et qu'ils ne comprennent pas qu'on raconte que le pays et l'Europe sont sur la paille pour justifier qu'on ne puisse plus mener de politiques sociales et qu'on fasse souffrir, pour une réduction des déficits, la puissance publique qui doit rester le premier donneur d'ordres en matière, notamment, de bâtiment et de travaux publics, de nouvelles technologies, ou d'investissements utiles à la transition énergétique, parce que c'est bon pour l'économie et pour l'emploi.

SI MÊME LES PATRONS CRAIGNENT POUR L'ÉCONOMIE ET LA DÉMOCRATIE...

Ces patrons ne sont vraiment pas nombreux à être de gauche, mais comment ne pas partager leur diagnostic ? Ils expliquent que c'est en partie à cause de la mondialisation que nous sommes en crise, mais que c'est surtout parce que les richesses, qui s'accroissent, ne sont pas partagées, redistribuées ou investies dans l'outil de production. Ils s'étonnent qu'un gouvernement de gauche laisse s'accroître les dividendes des actionnaires au détriment du travail, et que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) sans contrepartie obligée, ne sert en rien l'emploi, donc la consommation, car il est totalement aspiré par les spéculateurs financiers. Et ils sont abasourdis lorsqu'ils entendent le ministre de l'économie dire qu'il "*n'est pas là pour défendre les emplois existants*" ! Eux, qui savent de quoi ils parlent, ont les bras qui tombent quand ils apprennent qu'on est prêt à déréguler encore le droit du travail.

Et ils expliquent pourquoi ils disent tout ça. Ils disent qu'une France où les inégalités s'accroissent, où le chômage grandit, où ceux qui, naguère, défendaient les salariés, au mieux renoncent, et au pire devancent les exigences du MEDEF, c'est une France où l'unique alternative pour les classes populaires et moyennes, ce sera l'extrême droite. Et que des totalitaristes, ils n'en veulent pas, parce que, chaque fois et partout où ils ont sévi dans l'histoire moderne, l'économie a été laminée. Et nous sommes malheureusement bien placés, dans notre Var, pour savoir que la montée de l'extrémisme de droite, anéantissant la gauche,

n'est pas une vue de l'esprit. C'était hier chez nous : 40% des suffrages, deux élus du FN au premier tour, quatre de plus au deuxième, du FN partout dans les duels du deuxième tour, seuls deux cantons où la gauche a franchi le cap du second tour, sans parvenir à l'emporter. Nos patrons peuvent en effet craindre le pire.

UNE AUTRE VOIE POUR SOUTENIR HOLLANDE CONTRE LES DIKTATS ULTRA-LIBÉRAUX

Au vote pour la désignation du candidat à la présidentielle, rappelez-vous, seuls 5% d'entre les socialistes ont voté pour Valls et son projet vanté par l'hebdomadaire ultra-libéral anglais "*The economist*", soutenant la fameuse "*règle d'or*" de Sarkozy, qui mène aujourd'hui dans le mur les services publics de l'État, des hôpitaux et des collectivités locales, et, partant, la dynamique économique et l'emploi. Mais je n'oublie pas que Valls, Cambadélis, Sapin, Moscovici, c'était oui au traité budgétaire de 2012, oui au traité de Lisbonne de 2007, oui au traité constitutionnel de 2005, tous ces textes-cadres qui ont fondé le carcan des politiques nationales qui s'en sont suivies. Et je ne suis pas plus étonné que tout ce monde-là se retrouve aujourd'hui dans un texte d'orientations qui ne peut pas convaincre qu'il serait désormais possible de faire autrement pour l'économie et pour l'emploi.

Nous avons au contraire, avec la "**motion B**", les axes réalistes pour la relance, le confortement du code du travail, une réforme de la fiscalité, l'exigence de la lutte contre la fraude fiscale, la taxation des transactions financières, une réforme bancaire, le partage du travail, les obstacles aux exigences de la chancelière allemande et de la très libérale commission européenne, le maintien de l'emploi et des ressources pour un service public, rempart républicain contre les affres des temps de crise. Avec la "**motion B**", nous avons un projet simplement... socialiste. Mais c'est peut-être pour ça que Valls considère que nous sommes "*la gauche passéiste*", et que Macron parle de notre parti comme "*d'une étoile morte*".

Il reste 600 jours au quinquennat. Hollande semble entendre un peu ce qui remue dans le PS sous la pression de ceux qui ont élaboré la "**motion B**" et des parlementaires qualifiés de "*frondeurs*". Des mesures de la loi Macron sont reportées, on ne parle plus trop de loi Macron II, le contrat à durée indéterminée paraît être sauvé, des amendements imposant des contreparties au pacte de responsabilité sont acceptés. Avec un PS se donnant majoritairement une orientation fondée sur les axes proposés par la "**motion B**", on pourrait soutenir un Président de la République dans une résistance à l'Europe libérale et à ses diktats anti-sociaux.

Chers camarades élus, anciens élus, récents candidats à des fonctions électives locales, dans nos communes et nos territoires, vous le savez aussi bien que moi, nos acteurs économiques comme nos concitoyens n'auraient pas à s'en plaindre.

Très fraternellement.



Marc VUILLEMOT

Maire de La Seyne - Conseiller régional

Marc Vuillemot - 83500 La Seyne-sur-Mer

Mon blog : www.marcvuillemot.com - Motion B - www.agauchepourgagner.fr